

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 206. — 19 SEPTEMBRE 1964



(Photo Agip.)

De THOREZ

à

TOGLIATTI

par Pierre Naville

(Page 8.)

Les crises sociales

- A Sochaux
- A La Seyne

(Page 5)

Rentrée sociale

Le V^e Plan et les salaires

(Page 4)

Dans notre prochain numéro :

POUR UNE GESTION SOCIALISTE DE NICE

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES COMPLÉMENTAIRES DE BELFORT

LES élections partielles municipales de Belfort, décidées par le gouvernement à une date de pleines vacances, sont apparues sous les projecteurs de l'actualité politique comme un événement d'importance nationale. Pour la première fois la récente loi électorale prévue pour les élections municipales de 1965 s'appliquait à Belfort dans un contexte né des élections de 1959.

Le P.S.U., nul ne peut le contester, a été secouru par ces élections. Nos camarades de la Fédération de Belfort ayant à l'unanimité décidé de présenter sur une même liste, 3 P.S.U., 1 M.R.P., 1 ex-R.P.F. Ceci sans en aviser le secrétariat national du Parti qui n'eut connaissance de cette coalition que trois jours avant le premier tour des élections.

L'émotion des militants du Parti a été unanime. Ils ont ressenti profondément combien cette association politique était contraire aux décisions prises par le Comité politique national. Leur réaction a été saine. Ils ne pouvaient admettre qu'une Fédération transgresse aussi la discipline du Parti qui fait obligation à toutes sections ou fédérations d'appliquer les décisions prises après une consultation démocratique de tous les militants. C'est pourquoi la nature même de la coalition présentée était incontestablement et explicitement refusée par le Parti.

Avant de prendre toutes décisions il fallait connaître les raisons qui avaient amené la Fédération de Belfort à proposer cette alliance.

C'est ce qu'a fait le Bureau national. Alors que nombre de conseillers faisaient chorus, animés bien plus par des considérations d'opposition interne et saisissant au bond toute occasion qui pouvait desservir l'intérêt du Parti, le Bureau national voulu avoir en main un dossier sérieux et complet.

Il est certes plus facile de condamner sans entendre que de juger sur pièces et objectivement.

La justice commande de s'informer d'abord, de juger ensuite, en évitant toute passion et en s'écartant de cette inclination qu'ont certains doctrinaires à toujours vouloir monter le gibet avant que ne commence l'instruction.

Il fallut donc connaître les raisons invoquées par la Fédération de Belfort.

Pour elle cette élection partielle n'était que le « replâtrage » du conseil municipal de 1959.

Pierre Dreyfus-Schmidt qui fut toujours un militant de gauche, exclu jadis du parti radical parce qu'il défendait une politique d'alliance avec le parti communiste, élu de l'union progressiste avec les voix de toute la gauche belfortaine, républicain intransigeant, avait en 1959 et au deuxième tour proposé la création d'une liste proportionnelle pour pouvoir battre l'U.N.R. de M. Schmittein. A cette époque, le P.C. avait refusé de participer à cette liste. Il n'en était pas encore à la formule de l'alliance des « démocrates » contre pouvoir personnel.

Pierre Dreyfus-Schmidt présidait donc un conseil municipal composé de 9 P.S.U., 3 radicaux, 12 M.R.P., 5 S.F.I.O., 4 ex-R.P.F., un conseil municipal qui refusa toujours de voter les subventions à l'Enseignement libre et se montra constamment en opposition avec le régime gaulliste.

En 1959, le P.S.U. n'existait pas. Pierre Dreyfus-Schmidt demanda et obtint l'investiture à l'U.F.D. (composé par des hommes comme Daniel Mayer, Robert Verdier, Claude Bourdet, etc.). Depuis 1959, et pendant deux ans, Pierre Dreyfus-Schmidt siégea au C.N.P. du P.S.U. Il était pour tous l'homme politique de gauche qui, en divisant la droite, avait imposé à Belfort une municipalité de gauche.

Depuis juillet, Pierre Dreyfus-Schmidt décéda. Moins de deux mois après sa mort, alors que l'émotion de sa disparition marquait encore sa ville, ses amis considérèrent qu'ils devaient à sa mémoire de respecter le contrat qu'il avait passé en 1959, et que, à quelques mois des élections de 1965, ils devaient, sans prendre aucun engagement pour l'avenir, rester fidèles à l'esprit dans lequel Pierre Dreyfus-Schmidt avait conclu son contrat de législature municipale. Pour ce faire, ils décidèrent que chaque conseiller décedé serait remplacé par un homme de même obédience politique.

Voilà les faits. On ne peut juger de la forme sans connaître le fond.

Le Bureau national ainsi informé prit une position très claire et très nette.

Le comité politique national du P.S.U., réuni les 12 et 13 septembre 1964, a étudié les conséquences de l'élection partielle de Belfort. Il a entendu le rapport de la délégation du bureau national qui a procédé sur place, avec les représentants de la Fédération, à l'examen détaillé des conditions locales et des répercussions nationales de cette élection.

Le C.P.N. condamne l'attitude adoptée par la Fédération de Belfort; il

Le P.S.U. ne pouvait un seul instant passer outre aux principes qui furent à la base de sa création.

Pour le P.S.U. rien ne peut excuser une coalition politique qui pour des raisons de succès électoral autoriserait à et là des alliances avec des hommes ou des partis que nous combattons ailleurs...

Pour le P.S.U., il est indispensable que soient respectées les règles de discipline sans lesquelles un parti socialiste ne peut exister.

Le P.S.U. n'est ni le parti radical, ni la S.F.I.O. Et s'il est sévère contre ces partis, et contre le P.C. lorsqu'il en condamne certaines compromissions électorales, il se doit de l'être également pour lui-même.

La règle est claire : Les instances du Parti dressent la ligne politique générale et peuvent discuter avec chaque Fédération des solutions particulières pouvant être appliquées pour que se développe au mieux la stratégie d'ensemble tendant à la création d'un Front socialiste.

Alors le Parti juge et sa décision s'impose même si elle n'est conforme aux souhaits présentés initialement par chaque Fédération.

C'est animé par ces principes que le Bureau national a soumis au C.P.N. des 12 et 13 septembre le texte présenté ci-dessous et accepté par 25 voix contre 18.

Que signifie ce texte ? Ceci :

Alors que dans une commune réaction, certains journaux, qui ne nous sont pas spécialement favorables, laissent entendre que le P.S.U. allait, une fois de plus, s'agiter dans la procédure, alors que certains camarades continuaient parallèlement à demander l'exclusion de la Fédération de Belfort, le C.P.N. a choisi de s'expliquer avec ses camarades de Belfort.

Il leur a fermement précisé sa position. Il leur a demandé d'être réellement des militants du Parti, informés de ses textes politiques, et vigilants pour le respect de leur application. Il leur a précisé qu'ils ne pouvaient à aucun moment se comporter différemment des autres militants. Il a condamné l'attitude qui les avait amenés à « oublier » qu'ils étaient membres d'un parti et que cela entraînait une discipline librement acceptée.

Le C.P.N. a choisi de convaincre.

A ses camarades de Belfort il a précisé les conditions qui devaient permettre à leur Fédération d'être fidèle au Parti.

Dés maintenant, celle-ci doit engager une campagne en vue de constituer à Belfort une liste de gauche pour les prochaines élections municipales. Elle doit prendre contact avec les Fédérations du P.C. et de la S.F.I.O., avec les représentants des organisations syndicales, avec les groupements de jeunesse et les organisations socio-culturelles, afin que soit constitué un comité chargé de définir pour Belfort un programme de gestion communale inspiré de celui défini par le Parti et enrichi de l'expérience remarquable réalisée par Pierre Dreyfus-Schmidt.

Le C.P.N. examinera en fin novembre, à un Congrès fédéral, les résultats d'une telle campagne et prendra alors les décisions définitives sur l'attitude que la Fédération prendra lors des élections municipales de mars 1965.

Voilà le dossier Belfort.

Le C.P.N. a agi en organisme responsable, plus soucieux de travailler sérieusement que de rechercher le coup d'éclat. Il veillera à ce que ces décisions soient respectées. Peut-être cet incident de Belfort aura-t-il finalement rendu service à notre Parti.

Il aura tout au moins montré à l'extérieur, à tous les observateurs politiques, qu'il y avait, oui, quelque chose de changé dans notre Parti.

Désormais, la priorité est donnée aux discussions politiques sérieuses, à l'étude des problèmes de la vie politique. Au Conseil national des 7 et 8 novembre, sera fixée la position du Parti sur les sujets suivants :

La stratégie du P.S.U. dans les batailles sociales et électorales (municipales et présidentielles) des prochains mois.

Dés maintenant, les sections ou fédérations du Parti sont appelées à engager le débat sur les points : institutions, enseignement, situation économique et sociale, affaires internationales, politique communale.

Cela est du travail sérieux.

Harris Puisais.

prend acte de l'assurance formelle qui a été donnée par cette Fédération de se soumettre, à l'avenir, à toute décision des instances régulières du Parti.

Le C.P.N. réaffirme l'orientation constante du P.S.U. en ce qui concerne ses alliances électorales, placées sous le signe du Front socialiste : alliance des forces de gauche basée sur un programme commun de démocratie communale ; refus de toute com-

Convocation du Conseil national

Le Comité politique national des 13 et 14 septembre 1964 décide la convocation d'un Conseil national les 7 et 8 novembre, à Lyon, avec l'ordre du jour suivant :

« La stratégie du P.S.U. dans les batailles sociales et électorales (municipales et présidentielles) des prochains mois. »

Les projets de textes proposés par le C.P.N. seront publiés dans le prochain numéro du Courrier du P.S.U. et soumis au Parti comme base de discussion.

Le C.P.N. souhaite qu'un débat sérieux soit engagé dans les sections et fédérations et qu'y soient constituées, chaque fois que cela sera possible, sur chaque point (institutions, enseignement, situation économique et sociale, affaires internationales, municipales) des commissions de travail auxquelles la place la plus importante sera réservée dans les débats du Conseil national.

Le Comité politique national demande aux fédérations et sections de poursuivre, dans les semaines qui viennent, la préparation des municipales simultanément à celle du Conseil national.

(Résolution adoptée par 25 voix contre 18).

Rhône : communiqué

Le Bureau fédéral du Rhône du P.S.U. dément catégoriquement les informations parues dans la presse selon lesquelles des membres du P.S.U. pourraient figurer sur les listes que la nouvelle association P.R.A.D.E.L. (Pour la Réalisation Active des Espérances Lyonnaises) présentera à Lyon lors des prochaines élections municipales.

La Fédération du Rhône du P.S.U. est en plein accord avec la position définie à ce sujet par le C.P.N. de mai : « Le P.S.U. souhaite que les listes d'union constituées par les organisations se réclamant du socialisme s'élargissent à tous ceux qui sont prêts à travailler avec ces organisations à la réalisation d'une plateforme commune. Il condamne, en revanche, toute entente avec les forces réactionnaires (C.N.I., Centre Républicain, M.R.P., etc...) que des rivalités de clans et non pas une opposition de programme séparent de l'U.N.R. »

Dans le but de constituer dans les principaux centres du département des listes de gauche, des rencontres ont eu lieu, avant les vacances, à Lyon et à Villeurbanne, avec des représentants du P.C.F. et de la S.F.I.O. Les contacts seront poursuivis à la rentrée.

26 et 27 septembre : week-end de formation

Un week-end de formation est organisé, les 26 et 27 septembre, par les Fédérations de Paris et de Seine-Banlieue, sur le thème :

« Le pouvoir économique dans la société française actuelle ».

Lieu : Forêt de Compiègne.

Prix : 20 F.

Inscrivez-vous rapidement : 81, rue Mademoiselle, Paris (15°).

Nécrologie

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès, à Saint-Amand, de notre excellent camarade Lucien Coffin, ancien député, ancien Secrétaire d'Etat, âgé de 64 ans.

Socialiste authentique, il avait, sans hésitation, rejoint le P.S.A., puis le P.S.U. et, si son état de santé ne lui permettait pas de militer comme il l'aurait souhaité, il se tenait régulièrement au courant de nos luttes et nous aidait de ses conseils.

Nous assurons tous les siens et les camarades du Cher de notre affectueuse sympathie.

E. D.

Le 20^e anniversaire d'un mouvement de jeunes fort sympathique

Les « Franches Camarades » ont fêté, dans la propriété qu'ils viennent d'acquérir à Port-Mort, dans l'Eure, leur 20^e anniversaire. Ce mouvement est né d'une idée généreuse à la Libération. Plusieurs mouvements laïques : la Ligue de l'Enseignement, les E.D.F., les C.E.M.E.A., aidés par le Syndicat national des instituteurs, et appuyés par les grandes centrales syndicales, voulurent créer en 1944 un grand mouvement de masse au service de l'enfance. Après bien des difficultés, les F.F.C. peuvent être fiers aujourd'hui à juste titre des 600.000 enfants du mouvement et des 30.000 cadres.

A Port-Mort, que plusieurs camps chantiers français avaient déjà rendu vivable, plus de 2.000 guides venus de tous les départements de France se sont trouvés rassemblés et ont participé à plusieurs concours. Ils ont présenté leurs régions dans de magnifiques tentes-expositions et donné des spectacles de haute qualité.

Le succès de cette 1^{re} Francade a été total. Souhaitons longue et vigoureuse vie à ce mouvement si dynamique qui a su réaliser un excellent travail de formation des enfants et des jeunes.

A. B.

LE BILLET DE JEAN BINOT

C'est pourtant simple

LES agriculteurs se plaignent que le ministre dit de l'Information se soit fait interviewer par des compères — sic — afin de broser « un tableau très personnel » de la situation de notre agriculture.

Parbleu ! Y a-t-il matière à se plaindre ? M. le ministre, qui est un rigolo, donne dans le slogan : après « la force de frappe bon marché », voici l'agriculture florissante, et pour demain, n'en doutons pas, l'école publique en plein essor !

De son côté, un sénateur M.R.P. et normand — donc doublement subtil — réclame du même rigolo « une information contradictoire » sur le budget, le pouvoir ayant décidé de le présenter au pays « avant que le Parlement n'en soit saisi ».

Parbleu ! Y a-t-il matière, M. le sénateur, à être... saisi ? Nous sommes en gaullarchie, et dans une gaullarchie, comme eût dit le père Hugo, le Parlement, kekcekeça ?

PETITES ANNONCES

● Une camarade, originaire de SAINT-ETIENNE, récemment mutée à PARIS, cherche une chambre, dans le 11^e ou 12^e de préférence.

Ecrire à la rédaction du journal, 81, rue Mademoiselle, qui transmettra.

POUR REPRENDRE L'INITIATIVE

par Gilles MARTINET

LE Conseil national du P.S.U. aura lieu les 7 et 8 novembre à Lyon.

Ce sera une assemblée importante pour le parti, qui éprouve le besoin de préciser ses positions sur un certain nombre de questions. Mais ce sera aussi une assemblée susceptible d'avoir une répercussion sérieuse sur la situation politique française.

De quoi s'agira-t-il ?

De montrer comment peut être efficacement combattue la politique économique du gouvernement gaulliste, en tenant compte notamment des perspectives du V^e Plan.

De donner à la bataille des élections municipales un contenu qui réponde aux nouvelles exigences de la démocratie locale.

Enfin, de fixer les grandes options à partir desquelles il devrait être possible de dégager une candidature unique de la gauche aux élections présidentielles de 1965.

C'est naturellement sur ce dernier problème que nos décisions seront le plus attendues.

Nous avons pris il y a huit mois une position sans équivoque sur la campagne qui avait été lancée autour de Gaston Defferre. Nous ne contestons évidemment pas à la S.F.I.O. le droit de choisir son candidat. Mais nous ne pouvions pas approuver les objectifs et les méthodes de cette campagne. Nous pensions qu'il était à la fois vain et dangereux d'imaginer qu'en « personnalisant » ainsi la lutte contre le général de Gaulle on allait

susciter dans le pays un mouvement d'opinion comparable à celui qui a existé entre 1954 et 1956 autour du phénomène mendésiste. Nous estimons qu'il était grave que pour recueillir les voix d'un certain nombre d'électeurs encore troublés par le gaullisme on s'engage à respecter le cadre de la Constitution actuelle. Nous soutenions enfin qu'il était inadmissible que le candidat désigné par le congrès de la S.F.I.O. se refuse à discuter d'un programme avec les autres organisations ouvrières et démocratiques.

Les événements ont montré la justesse de ces critiques dont Gaston Defferre a d'ailleurs partiellement tenu compte dans son discours de Sisteron.

Nous ne perdrons pas de temps à nous féliciter d'avoir vu clair à cette occasion. Ce qui compte à nos yeux, c'est de sortir de l'impasse et de trouver une voix qui permette de parvenir à cette candidature unique souhaitée par la grande majorité de la gauche.

Quatre options sont, pour nous, fondamentales : 1° Quelles institutions faut-il opposer au gaullisme ? ; 2° Quel plan à son propre plan ? ; 3° Quelle politique internationale à ses initiatives extérieures ? 4° Quelle réforme de l'enseignement aux mesures qu'il prend dans le domaine de l'éducation nationale ?

Le Comité politique national a soumis à ce propos des textes aux fédérations et aux sections. Ce ne sont que des textes de discussions qui devront être modifiés, améliorés, transformés et peut-être pour certains bouleversés. Mais, à partir de là,

une plate-forme du P.S.U. pourra être établie et votée par le Conseil.

Munie de cette arme le Comité pourra alors prendre toutes les initiatives nécessaires pour tenter d'aboutir à une entente des forces socialistes.

Pour nous, en effet, l'union est toujours liée au programme. L'élection présidentielle ne doit pas donner lieu à une simple opération tactique. Elle doit permettre d'avancer un certain nombre de thèmes fondamentaux. Nous savons bien sûr que notre programme d'alternative socialiste ne peut être dans les conditions actuelles accepté par l'ensemble de la gauche. Mais nous savons aussi que l'idée de l'alternative socialiste fait son chemin et qu'une position sur l'élection présidentielle qui représenterait une ouverture vers cette perspective trouvera très vite des échos, aussi bien dans les rangs du parti communiste que dans ceux de la S.F.I.O. et des différentes organisations syndicales.

Notre parti, longtemps paralysé par ses affrontements internes, va trouver à l'occasion des batailles sociales, puis, à l'occasion des échéances électorales (municipales et présidentielles), la possibilité de reprendre l'initiative.

Si nous menons correctement la discussion, si nous nous attachons avant tout à définir des positions constructives, si nous développons avec fermeté notre stratégie d'unité, nul doute que nous parviendrons à retrouver l'autorité qui fut la nôtre durant la guerre d'Algérie et à hâter la réalisation du front socialiste.

G. M.

Résolution du C.P.N. sur la situation sociale

LE comité politique national du P.S.U., réuni les 12 et 13 septembre 1964, a procédé à un examen de la situation sociale et des mouvements revendicatifs en cours.

La rentrée sociale est marquée par les effets du plan de stabilisation dont le gouvernement célèbre l'anniversaire : réduction d'horaires, licenciements, freinage des investissements, ralentissement de l'expansion.

Ainsi se trouve confirmé dans les faits le double objectif du Gouvernement :

— diminuer la consommation intérieure au risque d'une récession économique ;

— desserrer le marché du travail en favorisant un certain chômage, afin de rendre les salariés moins exigeants.

Ce sont naturellement les travailleurs qui font d'abord les frais de la politique gaulliste : en dehors des menaces qui pèsent sur l'emploi et la sécurité sociale, le blocage des discussions sur les salaires s'est accompagné d'une augmentation des prix et des services (notamment des loyers) qui diminue leur pouvoir d'achat amputé également par l'aggravation du poids de la surtaxe progressive, l'abat-

tement à la base et les tranches de l'imposition n'ayant pas suivi l'évolution des salaires et des prix.

Une telle situation rend nécessaire le développement de l'action revendicative des travailleurs et de leurs organisations. Mais il faut considérer que le gouvernement espère la freiner par une politique de petits cadeaux intéressants successivement quelques catégories professionnelles judicieusement choisies. La mise en place des commissions Toutée répond au même but : il s'agit pour le Pouvoir de gagner du temps jusqu'aux prochaines échéances électorales.

Dans ces conditions, les actions défensives et limitées paraissent insuffisantes pour faire reculer sérieusement le Gouvernement et le Patronat. C'est pourquoi le P.S.U. estime indispensable de coordonner et d'élargir les mouvements actuels autour d'une plate-forme commune aux forces syndicales et politiques de gauche. Ainsi pourront être généralisées les luttes ouvrières sur des thèmes offensifs et créées les conditions politiques de leur succès.

Le P.S.U., pour sa part, considère que les revendications les plus immédiates sur lesquelles un large ac-

cord est possible sont les suivantes :

Augmentation générale des bas salaires, retraites et pensions ; retour aux quarante heures sans perte de salaire ; généralisation du salaire mensuel avec minimum garanti ; suppression des abattements de zone ; parité des salaires publics et privés ; égalité des sexes devant le salaire et l'emploi ; reconnaissance effective du syndicalisme dans l'entreprise et élargissement de ses pouvoirs de contrôle notamment dans le domaine de l'embauche, des promotions et de la définition du contrat de travail ; réforme de la fiscalité assurant une juste redistribution des revenus.

Il est bien entendu nécessaire d'intégrer ces revendications dans un plan d'ensemble que rend d'ailleurs indispensable le malaise général de l'économie française (crise des chantiers navals et de l'automobile, difficultés de l'industrie textile, etc.). Ce qui conduit à exiger, d'une part, des solutions à l'échelle européenne qui impliquent une coordination des actions syndicales dans le cadre du Marché commun, d'autre part, un changement complet de politique économique.

Le P.S.U. se félicite que cette der-

nière exigence soit mieux ressentie par un nombre croissant de travailleurs, ainsi qu'en témoignent les prises de position des centrales syndicales. Celles-ci constatent, en effet, que le Pouvoir gaulliste, incapable d'assurer l'expansion dans la stabilité monétaire, a délibérément choisi de sacrifier le progrès social et de démanteler sa propre planification plutôt que de porter atteinte à la spéculation et aux intérêts capitalistes.

A cet égard, les discussions qui entourent la préparation du V^e Plan doivent être l'occasion de dénoncer les mécanismes par lesquels le Gouvernement entend faire passer sa politique réactionnaire et de lui opposer une véritable planification démocratique de l'économie.

Face à la politique de classe du Pouvoir, les travailleurs doivent renforcer leur unité avec la volonté d'abattre le régime. Le P.S.U., qui a proposé aux forces syndicales et politiques de gauche d'élaborer une autre politique, leur soumettra, en matière économique et sociale, les principaux éléments d'un contre-plan susceptible de servir de base commune aux actions engagées.

(Résolution adoptée par 25 voix contre 18.)

De la bataille des salaires au V^e Plan

ALORS que le gouvernement affirme sa volonté de maintenir le plan de stabilisation, on se demande si la rentrée sera marquée avant tout par les manifestations paysannes ou par l'agitation ouvrière. Si les centrales ont déjà fait connaître leurs revendications (revalorisation du S.M.I.G. et des salaires du secteur public, diminution des impôts, réduction de la durée du travail avec garantie de salaires), les organisations paysannes mobilisent en effet leurs troupes pour des revendications portant sur les prix — qui avantagent plus souvent les gros agriculteurs que les petits paysans — et parfois pour des revendications de caractère plus fondamental, comme le transfert de l'abattoir de Languidic (Morbihan) à une coopérative de producteurs.

Les illusions nées des contacts de la F.N.S.E.A. avec de Gaulle semblent dissipées et le Comité permanent de défense de l'agriculture a employé un langage inusité en déclarant que les intérêts des agriculteurs étaient « sacrifiés pour le bénéfice de la haute finance et du capitalisme international ». Mais l'offensive déclenchée en direction du Parlement par la lettre de M. Blondelle, président du groupement des chambres d'agriculture, est avant tout menée par les gros agrariens.

Vers une diminution des impôts ?

Il y a beau temps que les syndicats ouvriers, en ce qui les concerne, ne se font plus d'illusions sur l'efficacité de l'action auprès des parlementaires dans le régime actuel. Ils préfèrent l'action directe susceptible de peser sur les décisions du Pouvoir.

Les revendications de salaires demeurent naturellement au centre de leurs préoccupations. Toutefois, ils ont été amenés à souligner, ces derniers mois, que les augmentations de salaires étaient en partie annulées par la hausse des prix et par l'augmentation des impôts en valeur absolue résultant du jeu de la surtaxe progressive payée par les salariés. Ils font observer que le gouvernement n'a pas modifié depuis 1953 le barème des impôts alors que la loi du 28 décembre 1959 lui fait obligation d'adapter « le taux et l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques... au cas où, d'une année sur l'autre, intervient une hausse du salaire minimum interprofessionnel garanti supérieure à 5 % ».

Il en résulte que, non seulement les impôts directs ont augmenté, mais que la part des salariés dans le montant de ces impôts s'est elle-même accrue. Il est possible, sinon probable, que les conjonctures pré-électorales amènent nos Excellences à procéder, comme on dit, à une « détente » fiscale. En attendant, M. Giscard d'Estaing n'a donné d'assurances qu'en ce qui concerne la réduction des impôts sur les dividendes des actions et obligations...

La lutte pour les salaires dans le secteur public

Les syndicats soulignent, par ailleurs, la nécessité de revaloriser le S.M.I.G. — revalorisation envisagée par le gouvernement — mais aussi d'abandonner comme base de calcul l'indice officiel qui facilite tous les truquages. Cependant l'attention se porte surtout, en ce qui concerne la lutte pour les salaires, sur le secteur public, où le gouvernement et les syndicats se sont livrés, au printemps, à une « guerre d'usure » qui n'a pas permis à l'un des deux adversaires de remporter de succès décisifs.

Si la sortie des vacances ne permet guère d'envisager de batailles immédiates, les revendications concernant le « rattrapage » sur le secteur privé demeurent. Les fonctionnaires font observer que l'augmentation de 2 % des traitements décidée par le gouvernement a déjà été annulée par la hausse des prix qui se poursuit malgré le plan de stabilisation, faute de réformes de structure (le cas de la viande est significatif à ce sujet).

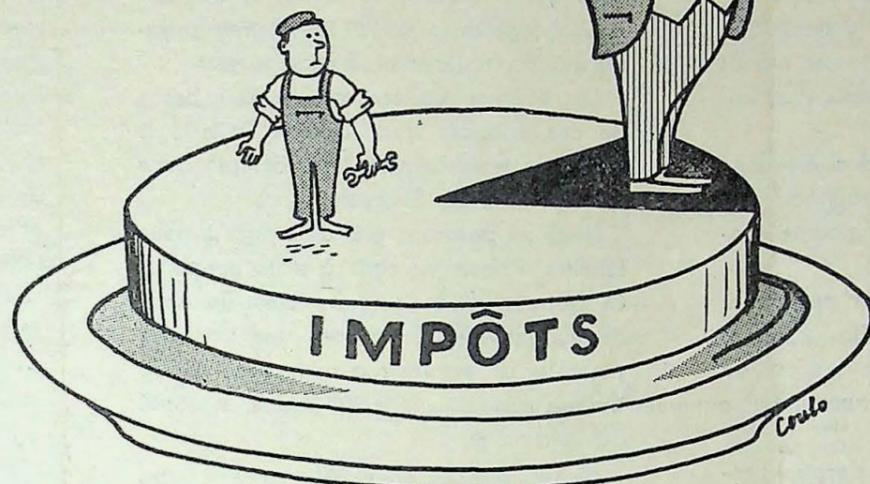
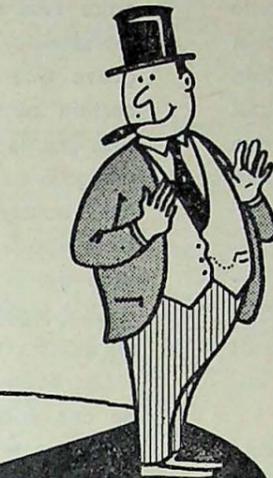
Dans le secteur nationalisé, on se demande si les revendications seront mieux satisfaites à l'E.G.F. — secteur bénéficiaire — qu'à la S.N.C.F. ou dans les Charbonnages, entreprises déficitaires. Une autre difficulté pourrait résulter des divergences tactiques entre les syndicats qui se sont déjà

manifestées au début de l'année et qui résultent d'une concurrence entre les organisations, sans doute accrue par la transformation de la C.F.T.C.

Le congrès extraordinaire de novembre, qui consacra celle-ci, sera marqué par de vifs débats. L'opposition sera animée en particulier par les mineurs qui, en dépit de leur combativité, demeurent favorables aux traditionalistes, ainsi que vient de le confirmer leur congrès fédéral. Un représentant de la Loire a été jusqu'à dire que le changement de la Confédération ne lui permettrait pas de gagner les travailleurs qui préfé-

rent « l'illusion de la réussite au tiers au paiement de la cotisation syndicale ». Il reste à démontrer que tous les inorganisés sont dans ce cas !

Or, loin de prendre ce chemin, le régime procède au démantèlement de la planification existant depuis la Libération.



De quoi vous plaignez-vous ?... Vous avez la meilleure part.

rent « l'illusion de la réussite au tiers au paiement de la cotisation syndicale ». Il reste à démontrer que tous les inorganisés sont dans ce cas !

Or, loin de prendre ce chemin, le régime procède au démantèlement de la planification existant depuis la Libération.

Quand on « déplanifie »

Ce phénomène a fait l'objet d'une intéressante étude publiée dans un récent numéro du « Courrier de la République ».

On y remarque tout d'abord que « la Commission des Comptes a fait ressortir que les prévisions du IV^e Plan ne pouvaient être réalisées et que le taux de croissance prévu était maintenant incompatible avec les nécessités de la lutte contre l'inflation ».

La raison fondamentale de ce recul réside dans la part de plus en plus restreinte faite aux investissements publics qui seuls permettent d'assurer les priorités nécessaires à un développement économique harmonieux : « Un plan doit d'abord définir combien on investira et dans quels secteurs. C'est, en tout cas, ce que les plans français de modernisation et d'équipement se sont efforcés de faire de façon sans doute très insuffisante (étant donné que leurs prévisions n'ont pas toujours été assorties de moyens de financement), mais dans des conditions qui furent néanmoins très utiles. »

La politique de la V^e République s'éloigne de ces objectifs puisqu'elle a consisté « non pas à définir un niveau d'investissements, à choisir les sections appelées à en profiter... mais seulement à exercer une pression sur la consommation, par une action sur les salaires, la fiscalité et le crédit, dans l'espoir d'assurer ainsi le maintien des investissements ». Le nouveau dogme avancé par de Gaulle dans sa dernière conférence de presse, selon lequel il importe avant tout que les dépenses publiques n'augmentent pas plus vite que le revenu national, confirme ce jugement et vient à l'appui d'une politique qui n'a cessé de réduire « la part des ressources publiques dans le financement des investissements globaux », qu'il s'agisse des prêts du Fonds de développement économique et social, des prêts affectés à l'industrie pour les opérations de conversion, de décentralisation, de productivité et de recherches ou des investissements pu-

blics proprement dits. Il est vrai que, selon M. Pompidou, l'Etat doit « laisser le plus de place possible à l'initiative privée », au moins « en période normale et en régime de croisière ».

Le « Courrier de la République » objecte à ce sujet : « A peine sorti de plus de vingt ans de guerre, dont seize ans de guerres coloniales, alors que dans des secteurs essentiels de la vie nationale : enseignement, recherche, logement, urbanisme, structures agricoles, etc., il faut enfin rattraper tant de temps et de forces perdus, peut-on sérieusement parler « d'une période normale et d'un régime de croisière » ? Est-ce pour le seul plaisir de voir l'Etat intervenir que les étudiants ou les parents d'élèves réclament des locaux et des maîtres ; les ouvriers de Decazeville, de Saint-Quentin, des emplois ; les paysans, les crédits nécessaires à l'application loyale de la loi d'orientation ; les mal-logés, des logements ? »

On fait grand cas de la réduction de « l'impasse budgétaire », mais les dépenses militaires (force de frappe), les dépenses de police et de prestige augmentant, ce ne peut être qu'au détriment des investissements productifs ! On fait appel à la Caisse des Dépôts pour le financement des entreprises publiques et la construction de logements, mais c'est au détriment d'autres projets, comme ceux des collectivités locales, jusqu'ici couverts par celle-ci. Pour le reste, on invite les industries ou services à se procurer les ressources nécessaires par appel au marché financier, « avec ce que cela implique d'aléas, de délais et de coûts supplémentaires » ; « dans ce dernier cas, les opérations envisagées ne pourront se faire que dans la mesure où elles sont susceptibles d'intéresser les souscripteurs privés, lesquels, par la force des choses, fondent leurs décisions sur des critères qui ne sont pas ceux de l'intérêt général. Cette doctrine, qui explique les décisions prises au cours des dernières années et plus encore au cours des derniers mois, est bien connue : c'est la doctrine orthodoxe et capitaliste du XIX^e siècle, dont tous les pays modernes s'éloignent de plus en plus, car ils connaissent ses conséquences : persistance de l'inégalité sociale et parfois même aggravation ; lenteur de l'expansion et parfois même stagnation, crises, chômage. »

La crise sociale créée par le régime gaulliste ne peut qu'alimenter les mouvements revendicatifs auxquels les militants du P.S.U. se doivent de participer activement. Mais le parti doit aussi remonter aux sources du mal. C'est pourquoi, à l'apparence d'un V^e Plan plus ou moins vidé de son contenu, il opposera sa conception d'un contre-plan susceptible de garantir le plein emploi et d'assurer l'expansion économique.

Maurice Combes

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :

ERIC BERGAIRE

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20
● Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

● Publicité : Geneviève Mesguchte 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 57-61, rue La Fayette Paris (9^e)

RESOLUTION DU COMITE POLITIQUE NATIONAL DU P. S. U. SUR LES PROBLEMES AGRICOLES

LE C.P.N. du P.S.U. constate qu'une fois de plus la paysannerie fait, en même temps qu'ouvriers et fonctionnaires, les frais de la politique de « stabilisation » du gouvernement.

— Le blocage des prix agricoles, très antérieur aux mesures gouvernementales, n'a été assorti d'aucune des mesures qui permettraient une diminution effective des coûts de production de l'agriculture.

— Rien n'a été fait pour enrayer sérieusement la hausse des prix industriels et des services (la récente augmentation du taux des cotisations paysannes à la Sécurité sociale n'en est que l'exemple le plus récent), non plus que pour mettre un terme à la spéculation foncière qui interdit aux jeunes exploitants de s'établir dans des conditions normales.

En fait, la politique agricole du gouvernement, en dépit des spectaculaires déclarations d'intention du ministre de l'Agriculture, reste déterminée par deux objectifs principaux :

— diminuer au maximum les prix des produits agricoles afin de rendre une part plus large des budgets familiaux disponibles pour l'acquisition de biens industriels sans avoir à augmenter les salaires ou réduire les marges des intermédiaires ;

— provoquer un exode rural accéléré afin de disposer d'une main-d'œuvre à bon marché susceptible de faire pression sur les salaires industriels.

Dénoncer la politique contractuelle..

En vue de réaliser ces objectifs, le gouvernement tend de plus en plus à faciliter la mise en tutelle de l'agriculture par les trusts capitalistes de l'industrie et du commerce. C'est là l'objet de la politique dite « contractuelle » qui tend à substituer au dialogue paysans-gouvernement un dialogue paysans-industriels et commerçants. Le gouvernement sait qu'il lui sera plus facile de faire pression sur les groupes industriels et commerciaux que sur les paysans eux-mêmes. La politique « contractuelle », en même temps qu'elle abandonne toute perspective réelle de planification agricole, permet au gouvernement d'esquiver ses responsabilités politiques à l'égard de la paysannerie.

...et l'intégration capitaliste

C'est le même souci qui a amené le gouvernement à laisser se développer « l'intégration capitaliste », synonyme de transformation des agriculteurs en salariés à domicile, sans aucune des garanties des salariés du régime général. Le contrôle de la production fruitière et légumière par les trusts internationaux de la conserve (ex. Libby's), celui de l'aviculture par les trusts d'alimentation du bétail (ex. Duquesne-Purina), n'est que l'amorce d'une évolution générale qui gagnera demain

l'élevage et les produits laitiers. Au moment où « l'intégration capitaliste » aura pris en charge la majeure partie de la production agricole, les luttes traditionnelles de la paysannerie pour la défense de ses prix cesseront d'être arbitrées par l'Etat. En fait, les trusts capitalistes de l'industrie alimentaire et du commerce imposeront leurs volontés aux producteurs au nom des principes de l'économie du marché.

Les clauses « libérales » du traité de Rome

Cette subordination sera facilitée par « l'esprit libéral » du traité de Rome sur le Marché commun agricole. La crise de l'aviculture française démontre en effet que certaines de ses dispositions gênent considérablement toute lutte effective contre la surproduction et l'écroulement des cours qui en découlent. La libre circulation des capitaux — y compris extra européens — pénalise les producteurs agricoles, liés à une production et à une région déterminées, et favorise les groupes industriels libres de rechercher partout les sources de profits immédiats les plus élevés. Après avoir poussé à la surproduction en Bretagne, les trusts d'aliments du bétail déplacent aujourd'hui leurs opérations vers l'Est de la France et l'Allemagne. Les capitaux s'envolent, les paysans faillis restent.

Lutter pour de véritables réformes de structure

L'intégration capitaliste et la politique dite « contractuelle » sont à l'heure actuelle les dangers principaux qui menacent l'agriculture. C'est contre elles que doit être dirigée la pointe des revendications paysannes. La lutte pour la défense ou la revalorisation des prix agricoles doit, pour être efficace, être poussée jusqu'à ses conséquences inéluctables dans le cadre de l'évolution actuelle, c'est-à-dire aboutir à :

a) renforcer le mouvement coopératif, celui-ci devant assurer de plus en plus la transformation et la commercialisation des produits agricoles et contester ainsi le quasi-monopole des trusts industriels et commerciaux ;

b) engager la lutte directe contre l'intégration capitaliste et l'aide qui lui est apportée par l'Etat, notamment en exigeant l'interdiction au secteur bancaire d'Etat et à ses organismes économiques de cautionner, financer ou couvrir les opérations d'intégration ;

c) obtenir l'avalisation obligatoire de tous les contrats interprofessionnels par les offices nationaux spécialisés, restaurés dans leur rôle ou à créer ;

d) revendiquer la mise en place d'une planification agricole européenne aux exigences de laquelle seront soumis les mouvements de prix et de capitaux et obtenir la révision des clauses « libérales » des accords de Rome.

En même temps, l'agriculture doit engager la lutte en vue d'aboutir aux réformes de structure promises et sabordées par le gouvernement :

a) assurer la gestion démocratique des SAFER et leur donner la possibilité de louer les exploitations aménagées au lieu de les vendre ;

b) faciliter, par l'attribution de crédits prioritaires d'acquisition, le regroupement coopératif des petites et moyennes exploitations ;

c) obtenir la reconnaissance d'un « droit d'exploitation » établi sur des critères professionnels et sociaux et radicalement séparé de la propriété foncière ;

d) obtenir la parité de retraite des vieux paysans avec le secteur industriel ;

e) utiliser des organismes et institutions tels que le FASASA et l'AM-

PRA (1) pour assurer la reconversion véritable des producteurs excédentaires, notamment en assurant la formation des travailleurs secondaires et tertiaires du secteur para-agricole.

On n'obtient rien par la négociation secrète...

Le C.P.N. du P.S.U. constate avec satisfaction qu'en dépit des déceptions accumulées, la paysannerie réagit avec vigueur à la politique gouvernementale. Le P.S.U. considère comme éminemment dangereuse la tactique qui, dans les circonstances actuelles, espère obtenir des réformes de structure sérieuses par la seule voie des négociations avec le pouvoir ; justifiable à une certaine époque, lorsque l'exigence de ces réformes n'était pas ressentie par les producteurs, cette politique doit être aujourd'hui abandonnée. Elle ne saurait avoir pour conséquence que de démoraliser les agriculteurs en les faisant éternellement courir après des « réformes » vidées de tout contenu effectif.

C'est par l'action de masse cohérente et organisée, s'appuyant sur les revendications immédiates pour formuler des exigences de réformes profondes, en liaison avec les mouvements d'ouvriers et de fonctionnaires, que pourront être obtenus des changements substantiels. Cette action doit moins se traduire par des flambées spectaculaires aussitôt éteintes que par une action diversifiée et continue. La guérilla sociale est, comme la guérilla armée dans d'autres contextes, la forme de lutte la mieux adaptée aux luttes paysannes.

...non plus que par l'agitation démagogique

Dans l'élaboration de la stratégie de défense et de libération paysanne, les petits et moyens agriculteurs ne doivent jamais oublier que l'agriculture n'est pas une. Si des alliances tactiques peuvent être passées avec les gros agrariens, elles ne doivent jamais se faire à leur profit exclusif. C'est ainsi par exemple que la lutte actuelle pour les prix des céréales doit comporter la suppression des taxes de résorption des excédents pour les exploitants familiaux et tenir compte de ce que les céréales entrent pour une large part dans les prix de revient des éleveurs.

Les paysans socialistes doivent vigoureusement s'opposer à la tentative actuellement en cours d'utiliser les petits et moyens exploitants au profit des gros agrariens.

Le « Contrat des non » agricole, de Blondelle au comité de Guéret, ne peut apporter que déception à la paysannerie. Les mots d'ordre mis en avant dans ces conditions d'alliance douteuse ne sauraient que servir la politique de la droite classique agricole qui vise, sous une apparence de fermeté antigauilliste, à reprendre en main le syndicalisme agricole. Les militants socialistes engagés dans ces mouvements doivent corriger cette orientation et dénoncer, dans la politique paysanne actuelle, non seulement le gouvernement gaulliste, mais le système capitaliste lui-même et mettre en avant la nécessité de réformes de structure anticapitalistes.

De ce point de vue le P.S.U. se félicite de la clairvoyance manifestée par les agriculteurs bretons. Un succès comme celui remporté à Vannes est plus lourd de conséquences que l'obtention de tel ou tel décret ou que de spectaculaires manifestations pour la défense des prix. C'est dans cette voie que doit s'engager tout le mouvement des petits et moyens exploitants.

(Résolution adoptée par 25 voix, 18 n'ayant pas pris part au vote.)

(1) Fonds d'Aide Sociale et d'Aménagement des Structures Agraires et Association Reconversion des Mutations Professionnelles et la Reconversion des Agriculteurs ; organismes officiels destinés à assurer le reclassement des agriculteurs vivant sur des exploitations « non rentables » vers le secteur industriel ou à favoriser l'abandon de leurs exploitations par les paysans âgés.

LA SEYNE : Front uni des travailleurs

(Suite de la page 5.)

Seyne, etc.), que M. Chevalier, président-directeur général serait à La Seyne le lendemain jeudi 10, dans l'après-midi. Un appel à la population était aussitôt décidé. Le jeudi, à partir de 16 h., plus de 4.500 Seynois manifestaient dans les rues. Quelques tracts distribués à la hâte, des communiqués parus le matin dans la presse locale avaient suffi pour que tous tiennent à exprimer leur solidarité aux travailleurs des Chantiers. Tous les commerçants avaient fermé leurs magasins. Nombreux étaient les jeunes et les femmes. Ce fut une magnifique manifestation dans le calme et la dignité. Le silence ne fut rompu que quelques minutes, au moment où MM. Chevalier, président directeur général des F.C.M., et Charron, directeur des établissements de La Seyne, sortirent de la réunion du Comité d'établissement où ils venaient de confirmer les 381 licenciements. Ils furent alors hués par les travailleurs, venus attendre devant le local du Comité d'entreprise le résultat de la réunion.

Les 7 et 8 septembre des délégations du Comité d'action avaient demandé audience aux maires des communes avoisinantes. A la suite de ces entretiens, les municipalités de Toulon, Six-Fours, Sanary, Saint-Mandrier et La Garde ont donné leur adhésion au Comité et se sont engagés à soutenir l'action entreprise.

En dernière minute, nous apprenons que dans une lettre pastorale, Mgr Gilles Barthe, évêque de Fréjus et de Toulon, reconnaît la légitimité de la lutte des travailleurs des F.C.M.

Tous unis au sein de ce que notre fédération, dans un appel à la population a appelé le « Front uni des travailleurs », nous imposerons les solutions qui assureront la pérennité de La Seyne.

Nos camarades de la section de La Seyne prennent une part active à cette lutte.

Pour l'amélioration du niveau de vie

Les travailleurs sont très inquiets devant une situation économique qui se dégrade régulièrement. La prospérité promise à tous recule progressivement devant « la nécessité d'équilibrer notre commerce et de lutter contre l'inflation ». Ainsi, on ne peut plus cacher que le Plan de stabilisation n'a rien résolu. Au lieu de s'attaquer aux causes profondes de l'inflation, dont l'accroissement des dépenses improductives n'est qu'un aspect, la spéculation et le profit capitalistes interdisent une expansion continue dans la stabilité monétaire autant qu'une juste répartition de la richesse nationale. Le gouvernement a restreint le crédit, provoquant délibérément la stagnation de certains secteurs d'activités.

Face à une telle situation, il est indispensable de dépasser le stade des revendications professionnelles pour exiger de profondes réformes de structures, sans lesquelles il n'y aura ni amélioration durable du niveau de vie, ni participation réelle des travailleurs aux décisions qui commandent la vie économique nationale.

André Janin.

PEINTURE
DECORATION
VITRERIE

JEAN PICANT

41, Rue Clément-Bayard, 41
LEVALLOIS-PERRET (Seine)
Téléphone : PEReire 93-68

R. M. Seine 26-772

TRIBUNE
DES ARTS

Télévision

Flirt avec le
cinéma hitlérien

AVEC ce sens de l'opportunité qui la caractérise (et aussi un souci certain de « dépoliariser » la gênante actualité politique), la direction de l'O.R.T.F. mise à fond sur les prochains Jeux olympiques pour distraire les téléspectateurs au cours des semaines à venir. Tant mieux pour les amateurs de sports... qui payent comme tout un chacun leur taxe annuelle.

Non contente de nous informer en temps utile, préoccupation au demeurant louable, la T.V. éprouve même le besoin de nous mettre en condition. C'est ainsi que le dimanche 27 septembre, à 21 h. 15, elle nous propose (selon ses projets de programme) « Les Dieux du stade », de Leni Riefenstahl, un film tourné dans le cadre des J.O. de Berlin... en 1936. Dans le cadre est bien la formule qui s'impose. Sous couvert de sport, en effet, Leni Riefenstahl brosse, dans cette bande, un tableau des valeurs chères aux anciens maîtres de l'Allemagne : le culte de la force dans un grand déploiement de croix gammées et de marches au pas de l'oeil...

On se doute que les monteurs de l'équipe télé-cinéma vont expurger cette monumentale production « aryenne » de toutes les scènes de propagande obscène, mais on ne nous empêchera pas de protester contre le fait que l'on n'ait pas trouvé, rue Cognacq-Jay, pour illustrer des rencontres pacifiques, un autre film que celui d'une hitlérienne de la première heure, une dame qui, dès 1933, rallia (avec les Arnold Fanck et les Luis Trenker) les services du sieur Goebbels et produisit, à l'occasion du 1^{er} congrès du national-socialisme, à Nuremberg, un « Triomphe de la volonté » qui proposait au spectateur d'alors l'exaltant exemple de la vie saine et joyeuse des SS.

Compliments donc à la nouvelle direction de l'O.R.T.F. et à M. Contamine (responsable des programmes en particulier. A quand, maintenant, « Le Juif Süss » ?...)

J.-J. V.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 16 au 23 septembre

PANIQUE
A L'HOTEL

avec les MARX BROTHERS

COURRIER DE LA REPUBLIQUE

Direction Pierre MENDES-FRANCE

LES PROBLEMES INSTITUTIONNELS

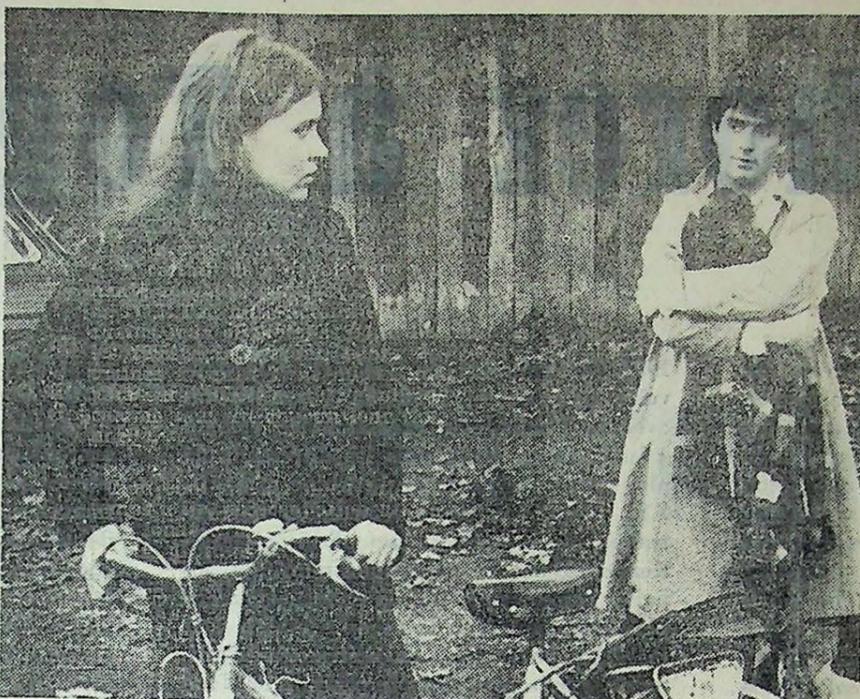
- Observations et suggestions sur une leçon du Professeur DUVERGER sur une étude du Club Jean MOULIN

Abonnements : « Cahiers de la République », 25, rue du Louvre, PARIS-1^{er}
CCP 13693-09 Paris

Cinéma

BANDE A PART

de Jean-Luc Godard



Anna Karina et Sami Frey : la ressource de tout recommencer à zéro.

J'AI toujours pensé que le travail cinématographique de Godard n'était pas sans rappeler les recherches littéraires de Queneau. Au-delà de la forme, d'invisibles liens semblaient unir aussi entre eux les personnages du réalisateur de Une femme est une femme et ceux de l'auteur de Pierrot mon ami.

Godard, très porté sur la « citation », n'avait cependant jamais rien révélé, jusqu'ici, de cette parenté. Il vient de passer aux aveux, si j'ose dire, en signant un « thriller » où les flics, par bonheur, ne font aucune apparition. Avez, non pas tant à cause du prénom de l'héroïne, Odile (qui est le titre d'un roman très romantique de Queneau), ni de l'anecdote extraite du bouquin, et que Frantz (Sami Frey) est censé raconter à ses amis (Anna Karina et Claude Brasseur) en roulant sous une trémie de l'autoroute, mais plutôt en raison d'une évidente volonté de démythification de ces histoires de « série noire » qui se jouent toujours sur le velours de la construction livresque avec une lassante gratuité.

Godard a remplacé ici le velours par un décor de banlieue triste, un ciel maussade, une arrière-cour malodorante, une voiture déginguée, un bistrot minable ; mais l'amour trouve tout de même le moyen de se frayer un chemin entre la gaminerie d'Odile (Anna) et la timidité glacée de Frantz.

Odile, de Queneau, est, en apparence, le récit des avatars d'un jeune intellectuel avec le groupe surréaliste. Bande à part est, à sa manière, la fin d'une autre illusion, la mort d'un rêve en papier doré (le « casse-pourri ») qui vire au cauchemar. Au bout de cette quête saugrenue, déconcertante, maladroite, absurde, il ne reste que l'assurance d'un garçon et d'une fille à qui l'amour donnera toujours la force (ou la ressource) de tout recommencer à zéro.

Jean-Jacques Vernon.

COPLAN
prend des risques

de Maurice Labro

COMMERCIALEMENT parlant, Maurice Labro n'a pas pris beaucoup de risques en portant à l'écran les histoires de Paul Kenny. Que pensera l'admirateur du Coplan livresque de cette adaptation ? Qu'elle ne trahit pas le thème original, probablement. A coup sûr qu'elle donne à « l'as du contre-espionnage » français des traits bien sympathiques, en l'occurrence ceux de l'excellent Dominique Paturel.

Mais, dans l'ensemble, cette transposition visuelle n'apporte rien de bien nouveau, sinon une démonstration un peu complaisante de « karaté ». Que voilà une manière élégante et propre de mettre un adversaire hors de combat !

Recherches nucléaires, labo clandestin, portes dérobées, gueules vérolées des « meuchants », espionne trop belle (Virna Lisi) pour être réellement honnie, chassés-croisés, traquenards, avec la petite erreur qui change tout et permet de confondre subitement les coupables... on a déjà vu ça souvent. Une fois de plus, cela pourrait être fatigant, ennuyeux. Eh bien ! non. C'est même distrayant...

J.-J. V.

Livres

LES INTERNATIONALES
OUVRIÈRES

par Annie Kriegel

ANNIE KRIEDEL — dont le P.C. a vu d'un mauvais œil le petit livre sur le Congrès de Tours que signalait récemment Robert Verdier — publie maintenant dans la collection « Que sais-je ? » Les Internationales ouvrières (1864-1963).

L'auteur entend considérer les Internationales comme « un des éléments de l'histoire contemporaine », comme « un élément de l'histoire sociale contemporaine » — à l'étape de la formation et du développement de la société industrielle en Europe occidentales —, comme « un élément de la promotion des peuples coloniaux », comme « un élément de l'histoire des aspirations (dans l'ordre spirituel, dans l'ordre des mentalités) à l'avènement d'une société plus humaine... »

Les Internationales sont donc re-

placées dans leur contexte historique et les conflits de tendances qui se sont déroulés en leur sein sont clairement résumés.

C'est ainsi que l'Association internationale des travailleurs, ou I^{re} Internationale, fondée en 1864, fut marquée par des oppositions entre les marxistes partisans d'un engagement politique et leurs adversaires proudhoniens et bakouninistes de tendance anarchiste. La défaite de la Commune devait d'ailleurs être fatale à la I^{re} Internationale qui éclata en 1872 avec l'exclusion au congrès de La Haye de Bakounine et du Suisse Guillaume.

Ce problème des anarchistes, la II^e Internationale, constituée en 1891, le retrouvera au début de son existence, mais elle eut surtout à permettre « la cohabitation dans une même institution des représentants de toutes les tendances socialistes » et n'eut que des liens éphémères avec les organisations syndicales internationales (les sections nationales n'ayant pas toutes les mêmes conceptions des rapports partis-syndicats).

La II^e Internationale ne put prendre que des décisions de principe et se trouva, elle aussi, partagée en différents courants : les révisionnistes avec Bernstein, les marxistes « orthodoxes » avec Kautsky dont la pratique, sinon la théorie, se rapprochait de celle des premiers, la gauche révolutionnaire divisée elle-même en deux écoles : celle de Lenine et celle de Rosa Luxembourg. Et ce fut l'effondrement avec la première guerre mondiale qui aboutit à la révolution russe et au progrès des idées leninistes.

Fondée en 1919 par des minoritaires, la III^e Internationale devait se heurter à la II^e reconstituée en 1923 et groupant les grands partis socialistes occidentaux. Après le reflux de la vague révolutionnaire, dès 1920, la III^e Internationale se bolchévissa au point de devenir, sous Staline, une simple courroie de transmission de la politique soviétique. A noter l'échec de la politique chinoise en 1927 — à laquelle s'opposait Trotsky — et la pratique de la tactique « classe contre classe » qui s'avéra si désastreuse en Allemagne. Puis, avec le rapprochement de l'U.R.S.S. et des démocraties occidentales ce fut l'époque des Fronts populaires dont l'échec déboucha tragiquement sur la seconde guerre mondiale.

Après un retour à la politique d'isollements de l'I.C. — correspondant à la période du pacte germano-soviétique — il ne restait plus à Staline qu'à dissoudre officiellement la III^e Internationale (1943)...

Le livre d'Annie Kriegel s'arrête sur un dénombrément des forces de celle-ci : « Désormais seule en tant qu'Internationale, mais combien faible, déchirée et privée de son chef — Trotsky avait été assassiné le 20 août 1940 — subsistait la IV^e Internationale. La nouvelle après-guerre ne devait pas d'ailleurs voir les mouvements ouvriers dans ses banalités socialiste, communiste, syndicaliste ou libéral, tenter de reconstituer leur unité internationale, sauf sous des formes mineures et abâtardies, à signification et mobiles plus techniques que politiques. A la tendance vers l'universalisation de certaines activités humaines — et notamment des activités liées à la connaissance et à l'information — répondait un repliement général du mouvement ouvrier : signe de déclin, éclipse passagère, ou nouvel âge ? »

En fait, ce livre est incomplet. L'Internationale socialiste a été reconstituée après la guerre. Sans doute se réduit-elle à un cadre permettant certaines confrontations, sauf peut-être en ce qui concerne les partis de l'Europe des Six (malgré l'absence du P.S.I.). Néanmoins, le Manifeste de Francfort (1951) est un document intéressant à étudier.

Quant à l'Internationale communiste, elle ressuscita pratiquement en 1947 avec la fondation du Kominform. Depuis la déstalinisation, l'atténuation de la guerre froide, le schisme chinois ont compliqué les choses. Il y a maintenant en quelque sorte deux internationales rivales : celle de Moscou et celle de Pékin. Cependant un nombre croissant de partis communistes s'orientent vers une politique autonome. « Le polycentrisme », défini par Togliatti au lendemain du XX^e congrès, gagne du terrain.

Comme disait Jaurès, « un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme y ramène ».

M. O.

L'AVENIR DES PARTIS COMMUNISTES

De Thorez à Togliatti

La disparition de Maurice Thorez et de Palmiro Togliatti est survenue à quelques semaines de distance, dans des conditions qui devaient frapper les imaginations. Tous deux sont morts en Union Soviétique, où ils étaient allés se soigner tout autant que participer à d'importantes conversations politiques avec les dirigeants de l'U.R.S.S. Tous deux étaient les chefs désignés par leurs partis depuis de longues années. Tous deux avaient été de fidèles compagnons de Staline et n'avaient jamais mis en cause sa politique, et l'un et l'autre s'étaient ralliés — avec des différences dont nous allons parler — au cours nouveau inauguré par le XX^e et surtout le XXII^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., c'est-à-dire à la politique qu'incarne aujourd'hui Khrouchtchev. Enfin, l'un et l'autre, après avoir conduit, arbitré ou interprété l'action de leur parti, dans des conditions fort différentes, depuis environ 1930, c'est-à-dire depuis plus de trente ans, n'ont pu voir triompher la cause révolutionnaire dans leur pays: pendant la seule période où ils ont participé au pouvoir entre 1944 et 1947, ils partageaient celui-ci avec les partis bourgeois. Enfin, il faut souligner qu'ils étaient tous deux les dirigeants reconnus des deux seuls partis communistes ayant de vastes assises populaires en Europe (et plus généralement dans le monde « occidental »), ainsi qu'une histoire et une tradition qui les liaient à l'ancien socialisme du XIX^e et du début du XX^e siècle.

Cette similitude de destin aurait quelque chose d'étonnant si l'on oubliait que ces deux partis communistes ont grandi comme deux sections de l'Internationale communiste, et qu'ils le sont toujours restés depuis la dissolution de cette organisation. Du même coup, leurs chefs ont toujours été fidèles à la ligne politique élaborée en U.R.S.S. C'est pourquoi Thorez et Togliatti, malgré la différence de leurs tempéraments et l'histoire propre des partis qu'ils dirigeaient, manifestaient à tous les moments décisifs des prises de positions analogues, et même identiques sur l'essentiel. Dans les années 1929-1930, contre la III^e République en France et contre le régime fasciste en Italie, ils défendaient l'attaque frontale et la préparation de l'insurrection. Entre 1932 et 1934, ils revinrent au front unique pour adopter en 1936 la conception du « front populaire ». En 1939, ils approuvèrent le pacte germano-russe, et à partir de 1941 l'action de résistance et la guerre à l'Allemagne hitlérienne. En 1944, ils entrèrent dans les gouvernements bourgeois de coalition. Depuis 1948, ils combattaient pour reprendre l'initiative de l'unité d'action.

Mais la mort de Staline et la dénonciation de son « culte » en U.R.S.S. devaient rompre cette unité peu à peu, comme se romptait tout le « monolithisme » du mouvement communiste international. Les soulèvements de Berlin-Est et de Posnan en

1953, l'insurrection de Budapest et le « réveil » polonais en 1956, la réconciliation avec la Yougoslavie excommuniée comme « fasciste » en 1948, puis les différends de plus en plus aigus entre la Chine et l'U.R.S.S., jusqu'à la rupture actuelle, ont entraîné une rupture du monolithisme traditionnel. Dans les conditions nouvelles, les partis communistes italien et français n'ont plus toujours réagi de façon semblable. Il était inévitable que ces différences d'attitudes se marquent dans la position de Thorez et de Togliatti.

Dès le XX^e Congrès, Togliatti défendit la thèse du « polycentrisme », c'est-à-dire d'une décentralisation du mouvement communiste, qui devait conduire les partis à jouir d'une autonomie plus grande vis-à-vis du Kremlin. Thorez jugeait cette position dangereuse. Il estimait que le polycentrisme devait entraîner une rénovation de l'esprit démocratique qui serait nuisible à la fois à l'U.R.S.S. et aux partis. Il ne consentit qu'à regret, et lentement, à dénoncer le « culte de la personnalité ». Peut-être, à son point de vue, qui était celui de la plupart des cadres dirigeants du P.C.F., avait-il raison. C'est pourquoi, maintenant que le polycentrisme est entré dans les faits par suite de l'indépendance yougoslave, puis de la rupture entre Pékin et Moscou, et de l'autonomie de plus en plus accrue de la Pologne, de la Roumanie, de Cuba, etc., la résistance de Thorez apparaissait comme anachronique. En conflit avec Togliatti comme avec Mao Tsé-tung, il jouissait toujours de l'appui de Khrouchtchev, mais surtout parce qu'il s'efforçait de lui apporter un appui qu'appréciait la diplomatie soviétique. Sur le terrain de la lutte pour la conquête du pouvoir en France et en Europe, ses positions traduisaient une sclérose de plus en plus difficile à surmonter.

Togliatti, en avançant la nécessité du polycentrisme, avait pris la précaution de desserrer les freins bureaucratiques dans son parti, et en somme laissait se constituer des courants, des tendances et des discussions qui tendaient inévitablement à mettre devant les yeux des militants les problèmes réels posés pratiquement dans leur pays par la conquête du pouvoir. Peut-être le P.C.I. y a-t-il été aidé par l'absence de guerre depuis 1944, par une alliance, qui se poursuit sous diverses formes, avec le mouvement socialiste. Ces conditions favorables, en tout cas, ont été accentuées ces dernières années par Togliatti. Le chef conservait sa position d'arbitre. Son passé stalinien l'empêchait de pousser très loin son évolution. Plutôt qu'un annonciateur, il pouvait passer pour un rallié tardif. Il faisait, lentement, ce qu'avaient fait les Yougoslaves quinze ans plus tôt, et ce que l'opposition de gauche avait préconisé bien avant qu'il n'ait contribué lui-même à l'étrangler.

La disparition, presque simultanée, de Thorez et de Togliatti conduit inévitable-

ment à l'analyse que nous venons de faire. Mais on peut se demander maintenant si les partis communistes français et italien sauront comprendre tout à fait que le destin les place devant la recherche de voies nouvelles, qui ne peuvent être trouvées en dehors de l'évolution de tout le mouvement socialiste, communiste compris. Bien entendu, ces partis honoreront leurs chefs disparus. Mais l'histoire du mouvement communiste stalinien apprend, l'U.R.S.S. en tête, que la disparition des chefs bureaucratiques entraîne presque automatiquement la critique et la révision des positions qu'ils avaient adoptées, même s'ils pouvaient se prévaloir d'avoir maintenu, et même accru, les forces de leurs organisations. Les critiques qu'on n'osait pas leur faire de leur vivant, on les leur adresse après leur mort. Les mausolées bureaucratiques ne sont pas durables. Déjà, au sein du P.C.F., un vent nouveau se lève, comme il continue à souffler en Italie.

Il est inévitable, dans le contexte de la crise générale du communisme mondial, que « les bouches s'ouvrent », que les révisions s'imposent. Mais ce qui est le plus important à nos yeux, c'est que ces discussions fructueuses et fraternelles aient lieu dans l'ensemble du mouvement socialiste. Les difficultés du communisme mondial ne sont pas des affaires de famille. Ce sont des questions qui intéressent tous les peuples, et tous les socialistes. Lorsque Togliatti craignait qu'une Conférence mondiale convoquée à Moscou n'entérine une scission formelle avec Pékin, et préconisait plutôt des conférences et contacts régionaux et bilatéraux, il reflétait une résistance salutaire à tout renouveau du monolithisme d'antan. Lorsque Thorez, au contraire, souhaitait cette conférence, que les communistes chinois dénoncent déjà comme une *entreprise impérialiste*, il ne faisait que démontrer, à part sa fidélité peut-être tardive d'ailleurs à Khrouchtchev, le besoin qu'il avait de préserver le monolithisme de son propre parti.

Aujourd'hui, c'est une large politique d'unité et d'union, la discussion de programmes d'action communs, qui peuvent favoriser le « dégel » si tardif en France dans le mouvement ouvrier. Les travailleurs français organisés dans le P.C.F., avec lequel tant de socialistes souhaitent retrouver un contact fraternel qui n'aurait jamais dû se perdre, ont une grande tâche à remplir pour restaurer ces pratiques démocratiques qui ont toujours été au fond de leur cœur quand elle n'était pas dans leurs actes. S'ils ont perdu un chef, ils ont peut-être trouvé l'occasion nouvelle d'entrer dans une voie d'où le socialisme tout entier pourrait trouver le moyen de triompher, c'est-à-dire de devenir le pouvoir de tous les travailleurs.

Pierre Naville.